

Les effets de l'élargissement de l'U.E.

Résolution conjointe des Commissions Économique et Sociale et Voisinage adoptée par le Conseil Central de Berlin (6 juin 2008)

La Commission Économique et Sociale et la Commission Voisinage de la Ligue Européenne, réunies à Bruxelles le 22 avril 2008

- **constatent** que le rapprochement des niveaux de vie est en cours entre les nouveaux adhérents et les anciens membres de l'UE, dû à une croissance beaucoup plus rapide chez les nouveaux membres (5,4% contre 1,5% par an pour les anciens membres sur les 5 dernières années). L'écart de revenu par tête demeure cependant substantiel (environ 40% globalement et 60% pour les deux derniers adhérents) et deux ou trois décennies seront sans doute nécessaires pour que la convergence complète des PIB par habitant soit atteinte;
- **remarquent** que la croissance des pays à régime de change fixe est globalement la plus satisfaisante, même si ce phénomène tend à s'inverser dans la toute dernière période. Après la Slovaquie, la Slovaquie devrait pouvoir rejoindre la zone euro en 2009 et les Pays Baltes vers 2011. Les deux commissions souhaitent que les autres pays ne retardent pas à l'excès les mesures d'ajustement indispensables pour remplir les critères d'adhésion à la monnaie unique;
- **relèvent** que l'adhésion à la monnaie unique est, sous réserve des conséquences bien connues du rattrapage ("effet Balassa-Samuelson") en termes de déficit des échanges extérieurs et de hausse des prix, le moyen le plus efficace d'assurer les équilibres fondamentaux et les réformes structurelles indispensables;
- **s'inquiètent** de la persistance de l'inflation, aggravée par le choc actuel, qui frappe les pays de la périphérie de l'UE. Outre son coût social, cette inflation est une menace pour leur croissance future et pourrait compromettre le rattrapage en cours. Elle risque même de prendre le caractère d'un "choc asymétrique", notamment pour les pays les plus dépendants d'importations d'hydrocarbures;
- **observent** que les nouveaux adhérents ont bénéficié d'entrées de capitaux importantes, principalement sous la forme d'investissements directs étrangers, atteignant plus de 10% du PIB pour certains pays - même si l'UE à 15 continue de mobiliser 40% des investissements directs mondiaux. Les investissements venant des entreprises de l'UE ne représentent au demeurant qu'une part modeste des investissements extérieurs totaux de celles-ci. Ces capitaux, s'ils ont financé les investissements nécessaires à la modernisation de l'économie des nouveaux adhérents, se sont aussi traduits par des achats importants de biens de consommation. Par ailleurs, s'ils sont globalement peu endettés (moins de 40% du PIB en moyenne), plusieurs des nouveaux adhérents entretiennent des déficits extérieurs non soutenables à terme;
- **notent** que les pertes d'emploi dans les pays d'Europe de l'Ouest, attribuées souvent à tort aux délocalisations vers l'Europe de l'Est, sont restées très limitées: on peut estimer ces pertes à moins de 0,5% de la force de travail dans la moyenne des pays de l'UE à 15. En outre, même si le gain de parts de marché par les nouveaux adhérents est réel, la redistribution des activités selon les principes de la spécialisation internationale a bénéficié à tous. Une baisse notable du chômage a été enregistrée chez les nouveaux adhérents au cours des dix dernières années;

- **notent** que l'immigration provenant des nouveaux pays adhérents est restée globalement faible dans l'UE à 15 (où elle ne représente que 0,3% de la population active), mais qu'elle est plus importante (1 à 2%) dans les pays qui leur ont le plus ouvert leurs frontières: Grande Bretagne, Irlande, Autriche... Elle a eu pour contrepartie, dans les pays de départ où elle a représenté jusqu'à 6% de la population active, une certaine "fuite des cerveaux", dans la mesure où elle a davantage concerné les personnes les plus qualifiées;
- **constatent** que le rattrapage s'est produit et que les aides budgétaires européennes importantes - mais représentant seulement 0,1% du PIB des anciens membres -, allouées aux nouveaux adhérents y ont contribué, même si elles n'ont été utilisées que pour moitié environ, compte tenu tant de capacités d'absorption plus réduites que prévu que de difficultés administratives réelles. On peut estimer à deux points de PIB annuel environ le supplément de croissance obtenu grâce à ces soutiens;
- **se réjouissent** du fait que l'ouverture réciproque des marchés ait largement bénéficié aux anciens comme aux nouveaux adhérents;
- **proposent** qu'une campagne d'information soit lancée pour rendre les citoyens de l'UE, qui restent souvent critiques à l'égard de l'élargissement, plus conscients de ces progrès et **considèrent** qu'il serait important que tous les acteurs politiques et économiques valorisent les progrès accomplis.

- - - - -